

ceux que nous a donnés le ministre du Travail qui m'a laissé bouche bée; quand il a eu fini de parler, je ne savais pas si les femmes qui travaillent dans les abattoirs reçoivent, pour un travail équivalent, un salaire équivalent à celui des hommes. Le ministre de l'Agriculture a mieux répondu, parce qu'au moins j'ai compris certaines des choses qu'il nous a dites.

Je vais faire une autre affirmation à laquelle certains honorables députés ne se rallieront peut-être pas. Si les prix que nous, les cultivateurs, recevons aujourd'hui pour nos animaux de boucherie avaient été obtenus au cours des années passées, nous n'aurions pas entendu de plaintes, ou bien peu. Deux fois seulement au cours des quarante années que j'ai passées sur une ferme dans la région que je représente avons-nous obtenu pour nos animaux de boucherie un revenu aussi important que celui que nous recevons aujourd'hui.

M. EVANS: Vous n'avez peut-être pas élevé la bonne sorte.

M. BURTON: Dans ces deux occasions, nous avons dû, chacun de nous et le pays tout entier, payer un prix formidable. Pourquoi faut-il que ce ne soit qu'en temps de guerre que nous obtenions un revenu raisonnable des denrées que nous produisons sur la ferme? Voilà ce qui frappe les cultivateurs. Durant la période écoulée entre ces deux guerres, en bien des occasions nous aurions pu engraisser des animaux et à peine réussir à nous maintenir. Mais ce ne fut que pendant ces deux guerres que, tenant compte de tous les éléments en cause, les cultivateurs ont pu obtenir un prix raisonnable pour leurs bestiaux.

Lors de la discussion qui eut lieu, cet après-midi, entre l'honorable député de Lethbridge et le ministre, celui-ci n'a pas clairement expliqué la position des éleveurs de bestiaux. Tout le monde se rappelle qu'il y a quelques années à peine, on fit appel aux cultivateurs et aux éleveurs les priant de faire l'impossible pour accroître la production du bœuf et du porc. On adressa cet appel aux éleveurs ainsi qu'à nous les cultivateurs. Or, lorsque des gens sont disposés non seulement à remplir leur tâche coutumière mais encore à étendre le champ de leur exploitation, ils devraient pouvoir jouir de dispositions quelconques leur permettant d'absorber les contre-coups afin de poursuivre leur besogne de façon ordonnée et efficace. On nous a dit qu'il fallait de la viande. On engraisa donc des troupeaux. On nous a dit qu'il était de la plus haute importance pour nous les cultivateurs de produire autant que possible et on a dit la même chose aux éleveurs.

[M. Burton.]

Puis-je faire remarquer que lorsque le ministre des Munitions et approvisionnements a besoin de quelque chose pour l'effort de guerre, il voit à ce que ceux à qui on demande de produire davantage pour le bien du pays soient protégés contre toute perte. Pourquoi n'a-t-on pas conclu un arrangement semblable pour les éleveurs de bœufs?

A ce sujet, il est un autre point qui me semble étrange. Nous avons eu une campagne de publicité dans le but de nous inciter à produire de plus en plus, mais il semble que le volume de production accrue ait pris le ministère par surprise. Il semblait l'ignorer totalement jusqu'au jour où la pléthore devint si forte qu'il en parut débordé. C'est seulement alors qu'il se rendit compte qu'il se passait quelque chose.

Si j'ai une critique à adresser au ministère c'est bien celle-là. Il aurait dû être vigilant, et s'il avait fait preuve de plus de prévoyance, il aurait pu aviser aux moyens de faire face aux éventualités.

En parlant de bœuf, le ministre a mentionné les différentes qualités—ruban bleu, ruban rouge, et ainsi de suite—dont on se sert dans les établissements qui traitent la viande. Il me semble étrange, toutefois, que depuis mon arrivée à Ottawa, le bœuf qu'on m'a servi me rappelait presque invariablement la sorte de viande provenant de vaches dont l'état était tel que le ministre l'a mentionné cet après-midi. Il y a une grande différence entre ce bœuf et celui auquel j'étais habitué dans l'Ouest.

M. JACKMAN: Vous êtes des aristocrates.

M. BURTON: Si vous allez aux établissements qui traitent la viande, vous pouvez demander certaines catégories de bœuf. En ce qui a trait au porc, le ministère de l'Agriculture semble maintenir un service d'inspection assez efficace dans les abattoirs auxquels nous expédions nos animaux. Je puis assurer le ministre que lorsque vous livrez vos porcs, que vous constatez que quelques-uns d'entre eux pèsent trois livres de plus que le poids prescrit et que l'on vous déduit trois dollars, soit à raison d'un dollar la livre, ce n'est pas de nature à vous encourager.

L'hon. M. GARDINER: Cela n'existe plus.

M. BURTON: Cela n'existe plus, mais c'est quelque chose qu'il nous a fallu endurer, et certains d'entre nous, les cultivateurs, n'oublions pas ces choses si facilement.

M. CASTLEDEN: Le classement est plus rigoureux maintenant.

L'hon. M. GARDINER: Ce n'est pas le Gouvernement qui en est la cause.